



Appel aux syndicats de *France Télécom* : **Pour le respect du droit international, *Orange* doit se désinvestir d'Israël !**

message envoyé à la CGT, la CFTD, FO, la CFTC, la CGC et SUD

Paris, le 23 mai 2011

L'appel palestinien

Rappelons qu'aucun droit ne régit le travail des Palestiniens en Cisjordanie. Il ne connaît ni salaire minimum, ni âge minimum, ni maxima horaires. Rappelons que le Mur empêche physiquement des dizaines de milliers de Palestiniens d'accéder à leurs familles, lieux de travail, terres agricoles, écoles, universités ou hôpitaux. Actuellement, le taux de chômage y est de 19%, et 25% de la population fait face à l'insécurité alimentaire. A Gaza, on estime que 120.000 emplois dans le secteur privé ont été perdus depuis le début du siège en 2007 et que 40% de la population est au chômage.

La société civile palestinienne, regroupant plus de 170 organisations dont *tous* les syndicats palestiniens, a lancé en 2005 un appel au Boycott, aux Désinvestissements et aux Sanctions contre Israël jusqu'à : la fin de l'occupation et de la colonisation, le démantèlement du Mur, la levée du blocus de Gaza, l'égalité absolue des droits des Palestiniens d'Israël et la mise en œuvre du droit au retour des réfugiés palestiniens, c'est à dire le simple respect du droit international. Cet appel, connu sous le nom de campagne «BDS», réunit les trois composantes de la société civile: les Palestiniens sous occupation, les Palestiniens citoyens d'Israël et les réfugiés palestiniens hors des frontières de la Palestine historique.

La réponse syndicale

Le mouvement syndical international a toujours démontré son engagement envers les droits humains par des actions de solidarité avec les peuples opprimés ou par l'adoption de sanctions dirigées contre des régimes oppressifs. Il est essentiel de renforcer les relations entre syndicalistes palestiniens et français, de développer des campagnes de solidarité, et de relayer les témoignages des travailleurs en Palestine auprès des syndicalistes et des employés, afin de faire connaître la situation actuelle d'apartheid, d'occupation militaire et d'austérité néolibérale imposés au peuple palestinien. La participation de nombreux syndicats à la prochaine flottille de la liberté en direction de Gaza est, en ce sens, une marque essentielle de solidarité en direction des Palestiniens.

Mais adopter des mesures BDS est devenu aujourd'hui la forme la plus importante de la solidarité syndicale avec la société civile palestinienne en général, et avec la classe ouvrière palestinienne en particulier. Les syndicats doivent utiliser leur position d'acteurs importants de la société civile pour appuyer des campagnes de boycott des consommateurs, de désinvestissement d'entreprises ou d'appels aux sanctions contre l'état israélien, aussi longtemps que celui-ci s'obstinera à violer le droit international, les résolutions des Nations Unies et les décisions de la Cour Internationale de Justice.

Pendant ce temps-là, en France

Le groupe français *France Télécom – Orange* renforce son partenariat avec la société israélienne de téléphonie mobile *Partner*, qui équipe les colonies illégalement occupées en Cisjordanie et dans le Golan, ainsi que l'armée d'occupation israélienne, en exploitant des fréquences d'émission qui reviennent de droit aux Palestiniens. *Partner* est autorisée à utiliser la marque *Orange* et elle bénéficie désormais également de tarifs avantageux pour acheter du matériel de communication.

Cela ne fait que compléter un dispositif systématiquement dirigé contre les Palestiniens, par lequel *France Télécom – Orange* est déjà autorisée par décret à transférer des données à caractère personnel des téléphones mobiles de ses clients, y compris leur localisation, à l'entreprise israélienne *Telmap*. Ce faisant, *France Télécom – Orange* se place délibérément comme complice de l'Etat israélien, dans son entreprise de colonisation, de dépossession, de discrimination et d'oppression de la population palestinienne.

En ces temps de crise où des sacrifices sont exigés de la part du personnel de *France Télécom*, est-ce le moment d'offrir des tarifs préférentiels à une entreprise israélienne ? En ces temps de printemps arabe où les populations égyptiennes et tunisiennes prennent leur destin en main, est-ce le moment pour *France Télécom* de se placer délibérément aux côtés de la dernière puissance coloniale du Moyen-Orient ? En ces temps de renforcement de la charte éthique de l'entreprise, est-ce le moment pour *France Télécom* de se rendre complice de crimes de guerre, de crime de colonisation et autres violations du droit international ?

Que faire ?

La campagne BDS est, à l'image du celle du boycott de l'Afrique du Sud dans les années 1980, une action citoyenne, non-violente, initiée par les Palestiniens eux-mêmes, pour lancer un courant d'opinion internationale en faveur du respect des droits des Palestiniens. Répétons qu'elle n'est pas destinée à discriminer une population, mais à exercer une pression sur le gouvernement israélien, et en premier lieu sur nos propres gouvernements, pour qu'ils appliquent de légitimes sanctions et imposent la seule issue possible pour toute cette région : la simple et entière application du droit international.

La Campagne BDS France lance un appel solennel à tous les employés et à tous les syndicats du groupe *France Télécom – Orange* en France et dans le reste du monde, pour qu'ils exigent sa mise en conformité avec sa charte éthique, le droit international, et le principe de solidarité avec le peuple palestinien : en cessant d'acheter du matériel israélien de haute technologie, en se désinvestissant de tous ses partenariats avec des entreprises israéliennes en Cisjordanie comme en Israël, et en interdisant à ces entreprises d'utiliser la marque *Orange*.

Nous nous tenons à votre entière disposition pour tout supplément d'information, et vous rencontrer si le souhaitez, afin de discuter de tous les sujets abordés ici, et planifier ensemble une stratégie commune pour que prévale la justice en Palestine, en Israël et en France.

La Campagne BDS France, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
<http://www.bdsfrance.org/> - campagnebdsfrance@yahoo.fr